

**Parti Evangélique Suisse**

Secrétariat Général

Nägelligasse 9

Postfach 294

3000 Bern

Tél. 031 351 71 71

Fax 031 351 71 02

info@evppev.ch

www.evppev.ch

Office fédéral des assurances sociales  
Domaine Affaires internationales et  
prévoyance professionnelle  
Mme Martina Stocker  
Effingerstrasse 20  
3003 Beme

Berne, le 30. avril 2012

**Projet de rapport sur l'avenir du 2ème pilier**

**Réponse du Parti Evangélique Suisse (PEV) dans le cadre de la procédure d'audition**

Monsieur le Conseiller fédéral

Madame, Monsieur,

Le PEV vous transmet ses remerciements quant à la possibilité de prendre position sur le rapport mentionné.

Le PEV porte beaucoup d'attention à la question importante de la prévoyance vieillesse qui est un des thèmes sociétaux centraux d'aujourd'hui et de demain. Et c'est précisément en pensant à demain, qu'il est vital de se pencher dès aujourd'hui de manière sérieuse sur la révision de la LPP.

Le PEV soutenant le projet d'adaptation du taux de conversion minimal dans la prévoyance professionnelle qui a échoué devant le peuple le 7 mars 2010, reconnaissait ainsi la **nécessité d'agir afin de garantir l'efficacité de la LPP à long terme**. L'avenir du système doit être assuré en tenant compte de l'augmentation de l'espérance de vie, de l'évolution des marchés financiers, du marché du travail et de l'organisation des caisses de pension. La **solidarité intergénérationnelle** en matière de 2ème pilier, soit garantir la **pérennité du système** pour les générations à venir, fait partie des préoccupations du PEV en matière de prévoyance vieillesse. Le système doit être viable et solide non seulement pour la génération actuelle de rentiers, mais également pour les générations futures. C'est pourquoi le PEV soutient toute révision de la LPP allant dans le sens du renforcement financier des caisses pour garantir un revenu financier suffisant des retraités d'aujourd'hui et de demain.

En tenant compte de l'augmentation de l'espérance de vie, le PEV est ainsi d'avis qu'une **adaptation du taux de conversion est inévitable** et estime que le plus tôt sera le mieux. Cela est nécessaire afin de garantir au plus vite la pérennité financière des caisses et **éviter** autant que possible la nécessité de combler les déséquilibres existants ou menaçants par une **diminution des prestations** ou par une **hausse des cotisations** des actifs et de leurs employeurs. Ces cotisations ne seraient plus une « capitalisation propre », mais deviendraient une source pour la redistribution, ce qui n'est pas l'objectif du 2ème pilier. Cela doit absolument



**EVP PEV**

Evangelische Volkspartei · Parti Evangélique  
Partito Evangelico · Partida Evangelica

être évité, car il s'agit d'un engrenage difficile à stopper. L'adaptation de ce taux est également essentielle, car au taux actuel l'écart entre le capital et les rentes doit être comblé notamment par des stratégies de placement de plus en plus risquées, mettant en danger l'équilibre financier global des caisses.

Le taux de conversion doit être adapté non seulement à l'augmentation de l'espérance de vie, mais également au rendement sur capital. Cette question est reprise plus bas en relation avec la situation sur les marchés financiers.

Afin de permettre d'atteindre ces objectifs, le PEV estime notamment que le taux de conversion doit être flexible et adaptable rapidement, techniquement juste, équitable et permettant de satisfaire aux exigences relatives au taux de remplacement. Le PEV soutient par conséquent la proposition de ne plus inscrire ce taux dans la loi, modèle qui ne permet pas d'adaptation rapide.

De plus, le PEV estime que le **relèvement de l'âge de la retraite** est un des outils incontournables dans le but de solidifier à long terme le 2ème pilier.

Considérant la situation du marché du travail à moyen et long terme, en relation avec l'augmentation de l'espérance de vie, la précarisation des contrats de travail pour certaines catégories d'actifs et les **classes salariales inférieures**, le PEV soutient les mesures visant à améliorer la situation pour des personnes aux carrières atypiques ne satisfaisant a priori pas les conditions actuelles d'accès au 2ème pilier et des parents interrompant leur carrière afin de se consacrer à l'éducation de leurs enfants ainsi que des indépendants. Des réformes garantissant une meilleure couverture de ces catégories sont nécessaires. Si cela doit passer par l'AVS, comme le mentionne le rapport pour certains points, des mesures à long terme doivent être adoptées pour renforcer ce volet de la prévoyance vieillesse en parallèle, puisque le 2ème pilier ne les couvre pas suffisamment.

Le PEV, inquiet également de la situation des marchés financiers et conscient des dangers liés à la spéculation financière, soutient les mesures permettant aux caisses de pensions d'assurer un **rendement suffisant en évitant les placements à risque et les spéculations inutiles**. **Réglementer les dispositions sur les placements** est nécessaire afin de limiter le report des risques sur les assurés et les prestations. Un système à deux vitesses permettant une prise de risques supplémentaires pour ceux qui le désirent n'est pas acceptable. La sécurité financière des caisses doit être assurée afin que les assurés n'en fassent pas les frais. Cela vaut également pour la couverture des frais administratifs des caisses et pour la question des quote-parts. De plus, des règlements clairs et cohérents concernant les honoraires et salaires des consultants et conseillers en investissements doivent être édités. Les provisions (« kickbacks ») doivent être interdites et la question des profits des fondations collectives gérées par des assureurs privés doit être traitée de manière juste et transparente. Le PEV soutient toutes les modifications qui ne lèsent ni les assurés ni les cotisants et qui encouragent la transparence ainsi que l'efficacité.

Le PEV s'oppose également aux options allant dans le sens d'une **caisse unique**, option considérée comme comportant des risques trop lourds de conséquences en cas de difficultés sur le plan financier.

Le PEV souhaite que la perception du 2ème pilier lors de la retraite puisse, à l'avenir, se faire **principalement sous forme de rentes** et le retrait sous forme de capital strictement réglementé. Le retrait de la part obligatoire doit être entièrement interdite, dans la mesure où cette possibilité augment le risque que ce capital soit trop rapidement dissolu et que l'aide sociale doive ensuite intervenir. Le PEV préconise par conséquent que seule **la part surobligatoire** du capital vieillesse puisse être entièrement ou partiellement retirée **sous forme de capital**. Le PEV souhaite ainsi limiter le recours à l'aide sociale par un moyen simple et efficace, ne faisant aucune injustice. La possibilité de retrait pour **l'accès à la propriété** resterait possible. Néanmoins, il est nécessaire que cette possibilité soit à l'avenir conditionnée par un âge différent de la limite actuelle : **40 ans** à l'avenir et **non plus 50 ans**, comme cela est le cas aujourd'hui.

La question du **libre choix de la caisse de pension** n'est **pas une option** pour le PEV, comme cela a déjà été abordé plus haut. En effet, les assurés devant choisir l'institution de prévoyance la plus appropriée seraient dépassés par une avalanche d'informations très techniques et de possibilités de comparaison et de plus cela amènerait une concurrence plus accrue entre caisses de pension engendrant ainsi des **augmentations de coûts** en matière de marketing et de publicité. De plus, les entreprises seraient directement concernées, puisqu'elles devraient gérer des liens avec une multitude d'institutions de prévoyance et non plus avec une seule.

En plus des positions explicitées ci-dessus, vous trouverez dans l'annexe les réponses du PEV aux questions détaillées qui ont été soumises à consultation.

Nous vous remercions pour la prise en compte de notre opinion ainsi que pour le précieux travail accompli dans ce dossier complexe et vous transmettons, Monsieur le Conseiller fédéral, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

**PARTI EVANGELIQUE SUISSE (PEV)**



Président du Parti  
Heiner Studer



Secrétaire général  
Joel Blunier